

tout autant que la nôtre, & de bien plus près encore; car vos Pays qui tiennent au Continent, seront visiblement entraînés les premiers dans le danger où l'on met l'Europe, & il faudra que votre République ait subi la Loi avant qu'on puisse songer à l'imposer à la Grande-Bretagne.

Mais tous les grands intérêts de Religion & d'Etat des deux Nations sont si fort les mêmes, & les unissent si nécessairement & si indissolublement, qu'il doit leur être égal par laquelle des deux le danger commence, & quand Elles n'auroient nuls Traités ensemble, Elles ne s'en trouveroient pas moins indispensablement obligées à s'entre-secourir de toutes leurs forces, pour leur propre défense.

A plus forte raison V. H. P. peuvent & doivent, dans tous les cas, se reposer avec une entière confiance sur l'accomplissement religieux des Alliances que Sa Maj. a avec Elles, pourvu seulement, que les moyens ne lui soient pas ôtés, & que dans la nécessité pressante & actuelle V. H. P. n'abandonnent pas tellement le reste de l'Europe au danger qui l'environne de toutes parts, que quand il se trouvera plus directement contre votre République, il n'y ait plus de possibilité humaine de l'en sauver.

Voilà, HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS, à quoi il s'agit d'obvier tandis qu'il en est encore tems, & sur quoi Sa Maj. comme un Allié fidèle & sincère plus spécialement intéressé à la sûreté générale par celle de votre Etat, croit devoirveiller, autant qu'il est en Elle, l'attention, la prévoyance & les obligations de V. H. P.

Votre République s'est montrée plus sensible au danger public, & plus prompte à y accourir en des cas incomparablement moins graves & moins pressans. Vous n'avez épargné ni sang, ni trésors pour empêcher que la Maison de Bourbon, déjà si formidable par sa propre puissance, ne l'accrut encore de